

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Retranscription du régime indemnitaire

Serge FLEURENCE rapporte :

- Vu la délibération du 25 juillet 2006 relative au régime indemnitaire
- Vu la délibération du 27 juillet 2009 relative au régime indemnitaire de la filière sécurité
- Vu la délibération du 14 décembre 2009 relative à la réévaluation du régime indemnitaire attribué aux puéricultrices et puéricultrices cadres de santé
- Vu la délibération du 14 décembre 2009 relative au régime indemnitaire applicable aux adjoints d'animation et opérateurs des APS exerçant des fonctions d'encadrement des activités sportives de plein air
- Vu les délibérations du 4 mai 2009, 27 juillet 2009, du 14 juin 2010, 7 février 2011 et 9 mai 2011 relatives au complément indemnitaire pour la sujétion de travail le dimanche
- Vu la délibération du 8 février 2010 relative à l'actualisation du régime indemnitaire applicable aux agents de maîtrise
- Vu la délibération du 3 mai 2010 relative à la création d'un régime indemnitaire spécifique aux adjoints techniques exerçant les fonctions de soigneur animalier et de cuisinier au sein du parc zoologique
- Vu la délibération du 26 juillet 2010 relative à la modification du régime indemnitaire applicable aux administrateurs territoriaux et à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats
- Vu la délibération du 26 juillet 2010 relative au régime indemnitaire applicable au cadre d'emplois des infirmiers
- Vu la délibération du 13 décembre 2010 relative à la mise à jour du régime indemnitaire des techniciens
- Vu la délibération du 20 juin 2011 relative à l'entretien professionnel et à la suppression de la notation
- Vu la délibération du 6 février 2012 relative à l'adaptation du régime indemnitaire à la mise en place de l'entretien professionnel
- Vu la délibération du 1^{er} octobre 2012 relative au régime indemnitaire des animateurs permanents des maisons pour tous
- Vu l'avis du CTP du 14 décembre

Exposé

La délibération du 6 février 2012 relative à l'adaptation du régime indemnitaire et à la mise en place de l'entretien professionnel a établi pour l'année 2012 une référence qui permette d'attribuer à chaque agent un montant de régime indemnitaire. Cette référence devenant caduque au 31 janvier 2013, il est proposé de délibérer sur l'architecture du régime indemnitaire.

La délibération sur le régime indemnitaire rend obligatoire la mise en place de la prime de fonction et de résultats et de l'indemnité de performance et de fonction, au regard de la règle de transposition des régimes indemnitaires de la fonction publique d'Etat à la fonction publique territoriale.

La Ville a fait le choix de délibérer sur l'architecture globale du RI afin :

- De recenser dans une seule et unique délibération les différentes mesures qui se sont ajoutées depuis 2006 à la délibération initiale
- De retranscrire l'ensemble des dispositions existantes conformément aux exigences réglementaires, en détaillant pour chaque grade les primes et la fourchette des coefficients afférents. La retranscription garantit à minima à chaque agent le maintien des montants globaux de rémunération alloués antérieurement à celle-ci

Il est rappelé que tout régime indemnitaire doit faire l'objet d'une décision expresse de l'Assemblée délibérante et s'inscrire dans le cadre défini par :

- L'article 88 modifié de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la Fonction Publique Territoriale qui dispose que l'assemblée délibérante de chaque collectivité fixe le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux dans la limite de celui dont bénéficient les agents de l'Etat
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application de l'article 88 qui définit les différents régimes indemnitaires de la Fonction Publique d'Etat transposables à la Fonction Publique Territoriale et précise les équivalences à retenir entre les grades ou corps de l'Etat et ceux de la Fonction Publique Territoriale.

L'assemblée délibérante fixe la nature et les critères d'attribution des indemnités applicables à ses agents, conformément au décret 2010-716 relatif à l'entretien professionnel.

L'autorité territoriale définit les conditions de mise en œuvre du régime indemnitaire dans le respect des principes retenus par l'assemblée délibérante, et prend en conséquence les arrêtés individuels d'attribution du régime indemnitaire.

Conditions générales d'application

Sont concernés par le versement du régime indemnitaire, les personnels en position d'activité au sein de la collectivité, au prorata de leur temps de travail :

- Stagiaire
- Titulaire
- Non-titulaire

Assise réglementaire du régime indemnitaire : L'assise réglementaire fonde le régime indemnitaire et permet le versement des indemnités présentées ci-dessous par filière et par grade

Filière administrative :

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux :

Administrateur hors classe

Administrateur

Prime de fonctions et de résultats (PFR)

Décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008

Répartition individuelle :

- Part fonction : cf. chapitre consacré à la PFR
- Part résultat : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Cadre d'emplois des attachés territoriaux :

Directeur territorial

Attaché principal

Attaché

Prime de fonctions et de résultats (PFR)

Décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008

Répartition individuelle :

- Part fonction : cf. chapitre consacré à la PFR
- Part résultat : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux :

Rédacteur principal 1 CL

Rédacteur principal 2 CL

Rédacteur

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : rédacteur à partir du 6^{ème} échelon et rédacteur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et rédacteur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : rédacteur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et rédacteur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois adjoints administratifs territoriaux :

Adjoint administratif 2 CL

Adjoint administratif 1 CL

Adjoint administratif principal 2 CL

Adjoint administratif principal 1 CL

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière technique :

Grades des ingénieurs en chef de classe normale et exceptionnelle :

Indemnité de performance et de fonctions (IPF)

Décret 2010-1705 du 30 décembre 2010

Répartition individuelle :

- Part fonction : cf. chapitre consacré à l'IPF
- Part performance : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Grades des ingénieurs et des ingénieurs principaux

Prime de service et de rendement :

Décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009

Répartition individuelle : plafond individuel du double du montant de référence, et dans la limite du crédit global

Indemnité spécifique de service :

Décret 2003-799 du 25 août 2003.

Répartition individuelle : plafond individuel de 122.5% du taux moyen pour les ingénieurs principaux et 115% pour les ingénieurs, et dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux :

Prime de service et de rendement :

Décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009

Répartition individuelle : plafond individuel du double du montant de référence, et dans la limite du crédit global

Indemnité spécifique de service :

Décret 2003-799 du 25 août 2003.

Répartition individuelle : plafond individuel de 110% du taux moyen, et dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière médico-sociale :

Cadre d'emplois des médecins territoriaux :

Médecin hors classe

Médecin 2 CL

Médecin 1 CL

Indemnité spéciale des médecins

Décret n°73-964 du 11 octobre 1973

Répartition individuelle : plafond individuel égal au taux moyen majoré de 100% et montant versé dans la limite du crédit global et conformément aux dispositions du décret

Indemnité de technicité des médecins

Décret 91-657 du 15 juillet 1991

Répartition individuelle : plafond individuel égal au double du taux moyen et montant versé dans la limite du crédit global et conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des psychologues territoriaux :

Psychologue hors classe

Psychologue classe normale

Indemnité de risques et de sujétions spéciales :

Décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006

Répartition individuelle : plafond individuel de 150% du montant de référence, conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des vétérinaires :

Indemnité spéciale de sujétions :

Décret 2000-240 du 13 mars 2000

Le montant maximum ne peut excéder le triple du taux moyen

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs territoriaux :

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :

Décret 2002-1105 du 30 août 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 6 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime d'encadrement – réservée aux puéricultrices remplissant la fonction de directrice de crèche:

Décret n° 92-4 du 2 janvier 1992 modifié

Montant mensuel forfaitaire de 91,22€.

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Cadre d'emplois des puéricultrices cadres de santé territoriales :**Prime de service :**

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime d'encadrement

Décret n° 92-4 du 2 janvier 1992 modifié

Montant mensuel forfaitaire de 91,22€ pour les puéricultrices cadres de santé et 167.45€ pour les puéricultrices cadres supérieur de santé

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Cadre d'emplois des rééducateurs territoriaux :**Prime de service :**

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux :**Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :**

Décret 2002-1105 du 30 août 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 6 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants territoriaux :**Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :**

Décret 2002-1443 du 9 décembre 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 5 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des moniteurs-éducateurs territoriaux :**Prime de service :**

Décret 68-929 du 24 octobre 1968.

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux :**Prime de service :**

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime forfaitaire des auxiliaires de puériculture

Décret 98-1057 du 16 novembre 1998 modifié

Arrêté du 23 avril 1975

Montant forfaitaire de 15.24€

Cadre d'emplois des ATSEM territoriaux :**Indemnité d'administration et de technicité (IAT)**

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière culturelle :

Cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine territoriaux :

Indemnité scientifique des personnels de la conservation du patrimoine :

Décret 90-409 du 16 mai 1990 et arrêté ministériel du 26 décembre 2000.

Répartition individuelle : plafond annuel de 9487€ pour les conservateurs en chef et de 7905€ pour les conservateurs, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret 90-601 du 11 juillet 1990, et arrêté ministériel du 26 décembre 2000.

Répartition individuelle : dans la limite des montants maximums fixés pour chaque catégorie

Cadre d'emplois des attachés de conservation territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient de 0 à 8 appliqué au montant de référence de la 2^{ème} catégorie

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : assistant de conservation du 1^{er} au 5^{ème} échelon et assistant principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient de 0 à 8 appliqué au montant de la 3^{ème} catégorie

Sont concernés : assistant de conservation principal 1 CL, principal 2 CL à compter du 5^{ème} échelon, et assistant à partir du 6^{ème} échelon

Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil

Décret 91-875 du 6 septembre 1991 modifié

Arrêté ministériel du 24 août 1999

Répartition individuelle : montants annuels de référence par grade fixés par arrêté

Filière sportive :

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux :

Indemnité de sujétions des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse

Application du décret 2004-1055 du 1^{er} octobre 2004

Répartition individuelle : dans la limite de 120% du taux de référence

Cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : éducateur à partir du 6^{ème} échelon et éducateur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et éducateur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : éducateur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et éducateur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière animation

Cadre d'emplois des animateurs territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : animateur à partir du 6^{ème} échelon et animateur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et animateur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : animateur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et animateur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière Sécurité :

Cadre d'emplois des Chefs de service de Police Municipale

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 97-702 du 31 mai 1997 modifié

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000 modifié

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Grades concernés : chef de service de PM jusqu'au 5^{ème} échelon et chef de service principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Décret 2006-1397 du 17 novembre 2006

Répartition individuelle : dans la limite des plafonds

- soit 22% du traitement indiciaire majoré pour les chefs de service de PM du 1er au 5ème échelon et pour les chefs de service de PM pal 2 CL du 1er au 4ème échelon
- soit 30% du traitement indiciaire majoré pour les chefs de service de PM à compter du 6^{ème} échelon, les chefs de service de PM pal 2 CL à compter du 5^{ème} échelon et les chefs de service de PM pal 1 CL

Cadre d'emplois agents de police municipale

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 97-702 du 31 mai 1997 modifié

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000 modifié

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Décret 2006-1397 du 17 novembre 2006

Répartition individuelle : dans la limite du plafond de 20% du traitement indiciaire majoré

Application de la PFR – Prime de Fonctions et de Résultats

La PFR se décompose en deux parts :

- Une part fonction
- Une part résultats

Les coefficients de résultats peuvent varier de 0 à 6, au regard de l'évaluation de la manière de servir.

Les coefficients de la PFR sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

GRADES CONCERNES ET FONCTIONS	<u>Coef fonction</u>	<u>Coef résultat</u>
ADMINISTRATEUR		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ.SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
CHARGE DE MISSION / RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ.SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
CHARGE DE MISSION / RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
ATTACHE		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6
ATTACHE PRINCIPAL		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6
DIRECTEUR TERRITORIAL		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6

Application de l'IPF – Indemnité de Performance et de Fonctions

La PFR se décompose en deux parts :

- Une part fonction
- Une part performance

Les coefficients de performance peuvent varier de 0 à 6, au regard de l'évaluation de la manière de servir.

Les coefficients de l'IPF sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

GRADES CONCERNES ET FONCTIONS	<u>Coef fonction</u>	<u>Coef performance</u>
INGENIEUR EN CHEF CL NORMALE		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ.SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	1,5	de 0 à 6
INGENIEUR CHEF CLASSE EXCEPT		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ.SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	1,5	de 0 à 6

Les primes liées à des sujétions ou fonctions

Pour un grade donné, il peut y avoir compte tenu des compétences requises pour l'exercice des fonctions sur certains postes et des responsabilités conséquentes, ou des sujétions attachées, différents niveaux de régime indemnitaire.

Les fonctions d'encadrement

Font l'objet d'une majoration spécifique les missions d'encadrement attachées aux fonctions de Directeur, Directeur adjoint, Chef de Service ou d'adjoint au Chef de Service, selon des taux variables et toujours dans la limite des montants maxima, à titre individuel et au titre du crédit global quand cela s'applique, dans le cadre des différentes indemnités et primes payées aux agents de l'État pour

- le cadre d'emplois de rédacteur,
- les grades d'ingénieur et d'ingénieur principal
- le cadre d'emplois de conseiller des APS

Font également l'objet d'une majoration les fonctions d'encadrement suivantes :

- le cadre d'emplois des agents de maîtrise sur fonction de surveillant de travaux, contremaître et contremaître adjoint
- les cadres d'emplois de chef de service et d'agent de police municipale sur fonctions de commandement : responsable du service de police municipale, responsable du centre opérationnel de commandement, responsable de secteur, responsable de la brigade de nuit, responsable de la brigade moto, responsable adjoint en charge de l'administratif, responsable adjoint en charge de l'opérationnel et de l'événementiel, responsable de la fourrière, chargé du suivi des dossiers transversaux, chargé des relations, des plaintes et des réclamations, chargé des ressources humaines et de la planification des missions, chargé des moyens et matériels, responsable du pôle surveillance
- Le cadre d'emplois des puéricultrices sur fonction de directrice ou coordinatrice de crèche

Des majorations sont également prévues pour les sujétions métiers suivantes :

Sujétion/fonction	Grades concernés	Montant brut qui sera exprimé en coefficient d'IAT
Dimanche travaillé <ul style="list-style-type: none"> - Gardien de gymnase - Accueil et surveillance du service lieu d'art et d'histoire - Soigneur et garde du parc zoologique - CSU - Toilettés publiques - Agent des cimetières - Projectionniste Nestor Burma 	Tous les grades de la catégorie C	100€ par dimanche ou jour férié travaillé
Soigneurs	Tous les grades de catégorie C	50€
Animateur permanent en maison pour tous	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation	80€
Animateur permanent en maison pour tous ayant réalisé 3 soirées dans le mois	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation	50€
chef de service dont le grade n'intègre pas la majoration fonction	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	70€
chef de service adjoint dont le grade n'intègre pas la majoration fonction	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	30€
Brigade de nuit et COC (centre opérationnel de commandement de la PM)	Tous les grades du cadre d'emplois des agents de police municipale et des chefs de service de police municipale	Complément de RI de 225€
Référent de vacances, responsable adjoint de secteur, superviseur SVPEU	Tous les grades du cadre d'emplois des agents de police municipale et des chefs de service de police municipale	Complément de RI de 65€
Encadrant des activités sportives de plein air	Tous les grades du cadre d'emplois d'opérateur des APS et d'adjoint d'animation	Ecart entre le RI détenu par l'agent et le RI attribué aux éducateurs des activités physiques et sportives exerçant les mêmes fonctions

Les clauses de sauvegarde/maintien des avantages acquis collectivement

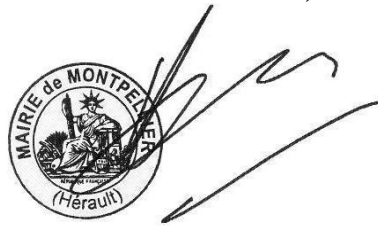
- Il est rappelé qu'en complément à ce régime indemnitaire est attribuée aux agents mensualisés tels que définis ci-dessus, et aux assistantes maternelles, une prime annuelle instituée à la Ville de Montpellier avant le 27 janvier 1984, maintenue en application des dispositions de l'article 111 de loi du 25 janvier 1984 au titre des avantages acquis collectivement. Les sommes affectées à cette prime sont votées chaque année dans le cadre du budget primitif. Le montant peut être revalorisé en fonction de l'évolution de la valeur du point. Le montant est calculé au prorata du taux d'emploi et de la période d'activité.
- En complément de ce régime indemnitaire, seront attribuées les primes et indemnités liées à des sujétions particulières sur production d'états justificatifs.
- Les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place des nouvelles dispositions réglementaires, conserveront le bénéfice à titre personnel du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions antérieures modifiées.

Il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver l'ensemble des dispositions relatives au régime indemnitaire tels que présentées ci-dessus.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 décembre 2012